

ZIMBABWE

Des images tournées en caméra cachée révèlent le sort dramatique des personnes expulsées dont les maisons ont été détruites

Index AI : AFR 46/026/2005

ÉFAI

Vendredi 19 août 2005

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Le 20 août, Amnesty International rendra publiques des images tournées en caméra cachée et sorties récemment clandestinement du Zimbabwe. Ces images montrent le sort des victimes de l'opération *Murambatsvina* – « Chasser la saleté » du gouvernement zimbabwéen.

Sur ces images, tournées au début de ce mois, on peut voir certaines des victimes actuellement retenues à *Hopely Farm* – un camp informel dans la banlieue de Harare, établi après la fermeture par le gouvernement d'un camp officiel de transit. Le sort des personnes expulsées de chez elles et se trouvant à *Hopely Farm* n'a été rendu public que lorsque des avocats des droits humains se sont inquiétés de la situation et ont averti les agences humanitaires. Celles-ci n'ont eu accès au camp qu'en fin de semaine dernière.

« Plutôt que de faire face à la crise humanitaire massive engendrée par son action, le gouvernement du Zimbabwe tente de composer avec les souffrances et les violations des droits humains en cachant les signes les plus visibles de déplacement interne de populations, a déclaré Audrey Gaughran, chargée de recherche sur le Zimbabwe auprès d'Amnesty International.

« Nous savons maintenant pour *Hopely Farm* – mais combien d'autres lieux existent-ils encore dont personne n'a entendu parler ? Combien de milliers de Zimbabwéens ordinaires vivent maintenant dans ces conditions atroces ? Nous appelons le gouvernement du Zimbabwe à rendre publique immédiatement la liste de tous les lieux vers lesquels ont été emmenées les victimes de l'opération *Murambatsvina* ; nous lui demandons également d'accorder aux agences humanitaires un accès total à ces zones. »

Le mois dernier, les Nations unies ont rendu public un rapport sans appel sur les effets de l'opération *Murambatsvina*. Des camps de transit à Harare et Bulawayo ont ensuite été fermés dans la précipitation et leurs habitants emmenés, souvent à la faveur de la nuit, pour être dispersés dans des zones rurales – à *Hopely Farm*, par exemple – ou renvoyés vers les sites où se trouvaient leurs maisons démolies. Un certain

nombre d'acteurs humanitaires et d'ONG pensent que la fermeture rapide des camps a été décidée en réaction au rapport des Nations unies.

On estime que l'opération *Murambatsvina* a touché environ 700 000 personnes. Les camps de transit abritaient, pense-t-on, cinq à six mille personnes. La grande majorité des victimes des démolitions semblent avoir trouvé refuge dans des maisons aujourd'hui sérieusement surpeuplées dans des zones urbaines et rurales ou dorment dehors par petits groupes éparpillés dans tout le pays. ●

**Pour une interview sur les thèmes
abordés dans le reportage, merci de
contacter :**

**Audrey Gaughran, Amnesty International,
Londres au +44(0)7881 787 063**

**Otto Saki, Zimbabwean Lawyers for
Human Rights, Harare : +263 91 257 247**

**Les images sont accessibles en clair par
téléchargement aux heures suivantes :**

09h00-09h15 TU et 13h00-13h15 TU

**Canal 1 (Europe) : W2 XP B6 CH H
Fréquence de téléchargement : 11189.83 Y
FEC : æ
S/R : 5 632**

**Canal 2 (Afrique) : AB3 MCPC XP C7
(BIT RATE : 7.785)
Fréquence de téléchargement : 3727
RHCP
FEC : 7/8
S/R : 29.95**

**Le script accompagnant les images sera
disponible sur
<http://www.news.amnesty.org/>**

**Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le Service
de presse d'Amnesty International à
Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter
le site <http://www.amnesty.org>**